

Extrait 43 - Opus 4

# Franchir les Murs de Verre

70 pistes de réflexions pour faire avancer  
l'esprit de démocratie

# 4

Opus

Monthome

## Franchir les Murs de Verre

Un monde  
de solutions

Auteur : Monthome - ISBN 9791023701708

2€

BOOKINER 



Auteur : Monthome

[www.bookiner.com](http://www.bookiner.com)

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

# Franchir les Murs de Verre

Extrait 43 - Opus 4

70 pistes de réflexions pour faire avancer l'esprit de démocratie

- 123. Ce qui doit fonder toute démocratie
- 124. Pour une recherche de qualité démocratique
- 125. Rester vigilant sur l'essentiel
- 126. Comment la citoyenneté doit-elle s'exprimer ?
- 127. Mesurer le niveau d'intolérance
- 128. Vote et mandat électif, la pierre angulaire
- 129. Ami ou ennemi de la démocratie ?

**«Il y a démocratie et démocratie. Entre la non démocratie, la démocratie balbutiante, la moitié de démocratie et la démocratie citoyenne, il existe un monde de régimes démocratiques.»**

## Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

## 123. Ce qui doit fonder toute démocratie

1. Toute vraie démocratie commence par un grand chantier sociétal fondé sur un programme politique «transpartis» et pluri-décennal centré sur l'amélioration du présent en faveur des générations actuelles tout en incluant des perspectives d'avenir en faveur des prochaines générations. Les équilibres budgétaires et les intérêts nationaux ne sont pas uniquement des objectifs politiques de bonne gestion en soi mais des moyens techniques pour améliorer concrètement et de manière visible la condition humaine et citoyenne.

2. Le passage d'un état sociétal donné à celui de démocratie citoyenne prend du temps et s'inscrit forcément dans la durée, sachant que la plus grande pesanteur et inhibition à vaincre est celle de la mentalité des leaders et des influents conservateurs, ainsi que des suiveurs et servants du système. Il est alors nécessaire d'attendre l'arrivée de générations non formatées culturellement, ou non polluées mentalement, pour espérer atteindre un nouveau *statu quo* sociétal évolutionnaire. Seuls les hommes et les femmes libres et affirmés peuvent réellement incarner l'esprit de démocratie.

3. En toute nation moderne, l'objectif à atteindre est la démocratie citoyenne, c'est-à-dire la défense et la promotion du citoyen qui passe au 1er rang des actions et des préoccupations collectives. Les institutions toilettées passent au 2e rang, les élus mandatés au 3e rang et la technocratie d'Etat favorable à l'entretien et au maintien du système au 4e rang.

4. Le rôle des responsables en chaque institution n'est pas seulement d'effectuer une bonne gestion durant leur mandat et/ou dans le cadre d'un compromis constant avec les forces en présence. Il est aussi d'œuvrer au bien-être réel des concitoyens, administrés, contribuables, usagers, consommateurs... quitte à avoir le courage de suspendre par anticipation leur mandat. Lorsque le rôle hiérarchique et le pouvoir des élus et mandatés peuvent s'inverser en cours de mandature, alors la démocratie prend vraiment un sens évolutionnaire. Il n'est plus besoin d'attendre des échéances convenues pour réorienter le changement et l'esprit qui l'animent. La rente du mandat politique et/ou de la gouvernance doit pouvoir être remise en cause à la fin mais aussi pendant la mandature, afin d'empêcher que l'intérêt individuel, partisan, corporatiste, même légalement défini, puisse corrompre et ruiner toute forme d'évolution en démocratie.

5. La médiatisation régulière ou majoritaire des individus nantis, starisés, «peoplisés», influents, ou disposant d'un pouvoir, est un non sens en démocratie. Tout citoyen anonyme, honnête et fiable vaut autant, voire davantage encore, dans la reconnaissance collective que celui qui dispose déjà d'une rente de situation, agit dans les arcanes du pouvoir, profite de l'héritage, des réseaux ou médias, brille par un talent, une beauté ou par une intelligence que la nature lui a concédé, sans démontrer pour cela de véritables efforts pour s'imposer légitimement devant tous.

6. Le politique n'est pas la politique et inversement. Toute forme d'appropriation politique et/ou d'extrémisme religieux est par principe anti-démocratique. La gouvernance politique issue des partis dominants est souvent responsable de la détérioration de la situation sociétale, non du fait direct de la gestion de l'Etat, mais des incapacités chroniques à faire évoluer les structures mêmes de la nation. Maintenir un ordre fondé sur la coercition, la norme liberticide et/ou la manipulation des masses, ou encore vouloir renverser cet ordre pour en imposer un autre avec d'autres règles aussi imparfaites, n'est pas dans l'ordre de la démocratie citoyenne.

7. Toute démocratie est fondamentalement évolutionnaire et non révolutionnaire. Elle doit prôner au centre du cerveau humain, comme au cœur de l'organisation des institutions collectives, le changement par la qualification et l'amélioration des états d'être, de l'existant citoyen et collectif. La démocratie ne peut se satisfaire uniquement de formatage culturel, de changement alternatif entre modèles politiques ou, pire encore, d'édification institutionnelle en surface visant à durcir encore davantage le système en place et/ou son maillage législatif.

**8.** Tout peuple, toute communauté, toute ethnie est matricé et formaté dès la naissance de chacun de ses membres, ainsi que durant toute leur vie, sans en avoir vraiment conscience. De ce fait, le vrai combat évolutionnaire n'est pas avec les armes ou contre un ennemi bouc émissaire mais dans l'information utile et le vécu qualitatif pour tous les jeunes et adultes actifs. Toutes les autres méthodes sont des substituts, des ersatz, des pièges, enfermant davantage l'homme dans sa nature animale, sombre ou médiocre.

### **3 erreurs courantes en démocratie de système :**

- 1.** Prise en compte de la déviance (via le conservatisme, la psychorigidité, l'intolérance...) d'une minorité d'individus pour produire des normes, lois et règles applicables ensuite au plus grand nombre pris ainsi en otage.
- 2.** Croire que l'existant d'aujourd'hui sera identique demain dans une prolongation sans fin.
- 3.** Etre nul avant, moyen pendant et bon après face aux événements, évitant ainsi de remettre en cause le fonctionnement des institutions, des organisations et des hommes.

## **124. Pour une recherche de qualité démocratique**

**9.** Aucun Etat conservateur en place n'a intérêt à voir émerger l'ensemble des véritables préceptes et fondamentaux démocratiques, autrement qu'à la marge ou de manière minoritaire et contrôlée. C'est alors, pour lui, prendre le risque de se dédire et/ou d'engager la remise en cause de tout ce qui fonde l'histoire passée du pays, le présent des institutions, ainsi que la répartition du pouvoir et des influences. C'est également entraîner la remise en question du rôle des hommes politiques, des leaders d'opinion, de leurs visions, discours et actions d'influence, notamment sur les classes médianes et populaires. Quel parti au pouvoir conforté par sa cohorte de représentants élus et mandatés peut accepter cela, sauf à se tirer une balle dans le pied ?

**10.** Seule une rupture plus ou moins radicale peut tracer le chemin du véritable changement évolutionnaire. Seule l'émergence de nouveaux partis avec de nouvelles têtes, une nouvelle vision et nouvelle mentalité politique, peut favoriser une nouvelle direction des affaires de l'Etat et une organisation toujours plus démocratique au sein de la nation. Tant que le chemin du changement évolutionnaire n'est pas clarifié, toute génération actuelle d'influents au sein des partis politiques et auprès des militants est forcément marquée par le formatage mental et une forme de conservatisme, même si les discours et les intentions sont apparemment agréables à entendre.

**11.** Toute la question est de savoir si le citoyen moderne est apte à bien comprendre les enjeux sociétaux et participer activement à un modèle néo-démocratique ? Il semble que non si l'on se réfère à la mentalité dominante chez une majorité de contemporains au conservatisme relativement poco. Il semble également que non face au fonctionnement de l'Etat et de ses institutions privilégiant un rapport père-enfant, dominant-dominé, fort-faible, exercé constamment sur le citoyen et le peuple en général. Il semble que non face à l'impressionnante architecture systémique imposant au citoyen lambda une conduite à tenir et un rôle à assumer via pléthore de normes, procédures, règles, informations contrôlées..., toutes plus destinées à le rendre soumis et obéissant, qu'à favoriser chez lui une pleine affirmation et libre auto-détermination. Il est toutefois probable que oui après le remplacement des élus et des influents conservateurs, leur disparition et/ou leur rééducation, conjointement à l'arrivée de nouvelles générations saines, intelligentes et affirmées, non soumises à ces influences.

**12.** Une autre question essentielle est de savoir si l'individu sain de corps et d'esprit peut, sous certaines conditions, participer activement, positivement et de manière constructive, au modèle néo-démocratique ? Oui, c'est déjà le cas pour une minorité d'individus adultes et affirmés qui utilisent, au quotidien, un certain nombre de valeurs et de fondamentaux universels et transverses d'un pays à l'autre, d'une culture à l'autre. Oui, à terme, pour la grande majorité des individus si l'on tient compte que le matériau noble par excellence dans la construction psychique est l'information utile au sens large (via l'apprentissage, le savoir, les fonctions cognitives, sensorielles et émotionnelles, le vécu, l'expérience...). Oui, sans l'ombre d'un doute, dès lors que l'information est diffusée et accessible librement, en qualité et

quantité, en privilégiant à sa source l'essentiel, le meilleur et l'utile. La condition sine qua non est d'éviter les stéréotypes, les dogmes, les mythes, les conditionnements, les suggestions, les manipulations, les infantilisations, dramatisations et autres culpabilisations, qui vicent et atrophiaient en profondeur la conscience humaine.

**13.** La véritable hiérarchie des valeurs et des fondamentaux en démocratie repose sur une équation simple à formuler mais non évidente à mettre en œuvre, sauf à partir d'un carré démocratique :

- . Décision et action impulsée par la liberté de choix, la légitimité et l'auto-discipline ;
- . Recherche et attente d'équité, de réciprocité et de loyauté ;
- . Comportement actif/proactif animé d'affirmation de soi, de maîtrise du risque et de discernement ;
- . Fort sens de la relativité conforté par une libre pensée tolérante et un esprit critique évitant de mélanger imagination, raison et émotion.

**14.** Sachant que toute réforme habillée de démocratie n'est pas forcément le gage d'une qualité démocratique, pas plus que d'une pérennité démocratique, il n'y a pas de pérennisation automatique des faits et des intentions dans le modèle démocratique. Il suffit qu'un seul homme au pouvoir modifie les règles, ou certaines d'entre elles, pour que le pays régresse rapidement. Il est cent fois plus difficile de construire une société vraiment démocratique et avancée que de repartir en arrière dans un modèle politique ou sociétal plus directif, pratiquant le statu quo ou privilégiant le mélange des genres.

**15.** Il faut se méfier de toute forme de récupération politique et idéologique, dès lors que l'on se réfère au mot démocratie. Le plus souvent, il s'agit d'intentions et de discours destinés, au mieux, à calmer et séduire l'opinion publique, sinon à l'embrigader comme à orienter le vote populaire. Plus la nation œuvre dans un projet de qualification démocratique, moins le politique a besoin de s'exprimer sur le sujet mais uniquement passer aux actes. A l'inverse, plus le modèle est imparfait, plus la référence à la démocratie est importante afin de compenser le vide ou combler l'espace entre la réalité, l'imaginaire et l'espérance.

**16.** La difficulté, l'épreuve, l'effort, ne sont pas ennemis de la démocratie. Il s'agit même du prix à payer pour atteindre une maturité politique et une conscience citoyenne développée, comme il en est du prix à payer pour tout bon produit que l'on souhaite acquérir et consommer. Parallèlement, il est totalement faux et injustifié de remettre en cause les acquis démocratiques et les libertés individuelles du plus grand nombre afin de justifier des mesures sécuritaires, nécessaires ou coercitives, à l'égard d'une fraction déviante ou délinquante de la population. Tout citoyen éclairé sait faire la part des choses entre la nécessité d'agir ou la responsabilité à assumer au titre de contraintes ponctuelles et, la préservation des fondamentaux démocratiques durement obtenus par les générations antérieures.

**17.** La démocratie est avant tout un état d'esprit «ouvert» avant d'être une somme de règles comportementales à l'échelle individuelle et d'applications régulées dans la vie collective. Il est clair que c'est l'Etat et la gouvernance du système qui sont directement responsables de ses limites et/ou de sa dégradation dans le collectif. En toute véritable démocratie, il ne doit pas être accepté un quelconque culte de la personnalité parmi les hommes contemporains vivants. Il est, à l'inverse, nécessaire de considérer qu'il est normal que chacun s'approprie un statut et tienne un rôle public ou non, influent ou non, talentueux ou non, en fonction de ses moyens acquis et/ou ressources innées, en effectuant tout cela de manière propre et satisfaisante. Sauf preuve exemplaire de courage, d'abnégation, d'implication altruiste ou d'actions menées au profit notable de la collectivité, toute forme de contribution individuelle ou élective est considérée comme normale et n'autorise pas, pour autant, une rente de situation à vie.

### **Les 3 exigences de la démocratie :**

1. L'obligation de transparence dans l'information
2. L'obligation de réciprocité dans les faits
3. L'obligation de déconstruction/toilettage régulier dans les droits et devoirs

## **125. Rester vigilant sur l'essentiel**

**18.** La dimension prudentielle en société comme celle favorisant, par ailleurs, les exercices de démonstration de force ou de manifestation d'autorité, n'est pas d'essence démocratique. Un citoyen engagé ne craint pas la plupart des risques inhérents à la réalité en essayant, au contraire, de les dompter à la source par la compétence et/ou par l'engagement assuré et non par l'assistanat ou le bouclier sécuritaire. Tout ce qui contribue à réduire la prise de risque maîtrisée par l'excès de prudence, la peur ou par l'autorité répressive, augmente l'occurrence du risque réel et appauvrit le dynamisme créatif et «expérimental» de l'individu. La vigueur démocratique naît obligatoirement de la liberté d'initiative, d'action et de choix, dans un environnement pacifié mais aussi lorsque celui-ci apparaît hostile ou implacable. Toute vraie démocratie ne peut s'accommoder longtemps d'une mentalité timorée se cachant derrière la prudence, l'ordre ou le bouclier sécuritaire. Il s'agit là de signaux forts indiquant un retard de mentalité.

**19.** Plus l'individu manifeste de la proactivité, un désir d'action et d'initiative dans la libre décision, plus il encourage en lui l'esprit de démocratie et produit, par l'acte maîtrisé, de l'exemplarité pour les autres. Le non désir d'action, la peur du risque, le moindre effort, l'esprit rentier, le suivisme ou la docilité encourageant, à l'inverse, la tutelle sécuritaire, autoritaire et directive de la part du système en place dans une passivité contraire aux conditions naturelles d'affirmation de soi.

**20.** Il existe forcément un prix à payer cash pour obtenir le meilleur de la démocratie en agissant par soi-même, ou en groupe, dans la prise de risque et ses éventuelles conséquences. Mieux vaut largement vivre dans l'honneur et le risque maîtrisé que de participer à une lente désagrégation et inhibition du corps social face aux grands dangers du monde et de la vie. Faute de savoir réagir de manière opportune face aux contraintes de la réalité, à l'inconnu, à l'imprévu ou au danger, l'individu s'expose encore davantage au risque lorsque celui-ci survient par incapacité à savoir l'affronter efficacement. Fuir le risque ne peut qu'en amplifier les effets et l'occurrence de survenue. En cela, le risque se combat par la maîtrise du risque et non par le réflexe prudentiel qui fuit le risque et n'apporte pas grand-chose en terme de contre-mesure efficace. Fuir l'occurrence du risque par tout moyen délégué ou sécuritaire, c'est forcément s'exposer demain à l'effet retour de l'incompétence et de la fragilité personnelle et/ou institutionnelle. L'adversité ne peut jamais être totalement combattue par le recours aux artifices technologiques, dès lors que l'individu manque de courage moral et/ou de force pour l'affronter. L'option «tout sécuritaire» ne fait que retarder l'échéance du risque mais ne l'éteint jamais. Elle induit, au contraire, une dépendance, un déplacement du risque et une amplification de la problématique, en générant un grand nombre d'effets collatéraux négatifs. Le tout prudentiel comme le tout «prise de risque» est une erreur de fond.

**21.** Plus une démocratie est évoluée, moins le rôle du chef est décisif et plus l'organisation tend vers un système horizontalisé. Cette évidence dynamique favorise l'effacement de la hiérarchie intermédiaire au profit d'un maximum de délégation et de responsabilisation sur l'ensemble de ses membres. A l'inverse, tant qu'il existe une hiérarchie marquée et «verticalisée», assortie d'attributs d'autorité et de pouvoir, moins l'esprit de démocratie peut se développer et moins le potentiel des hommes, ainsi soumis et obéissants, tend à s'exprimer ou se révéler, sauf dans l'art de la manipulation.

**22.** Le modèle sociétal parfait en matière de démocratie est atteint lorsque le citoyen est placé au centre du système en déplaçant, en périphérie et dans un second rôle, l'interaction des institutions politiques et territoriales. Il s'agit là d'une posture inverse de celle pratiquée couramment dans la plupart des régimes totalitaires, monarchiques et républicains, dès lors que ceux-ci privilégient principalement l'Etat au cœur du système avec une administration et des institutions omnipotentes, organisant et dirigeant par inertie, habitudes et procédures, l'ensemble du mouvement sociétal ainsi que la destinée du citoyen et de la collectivité.

**23.** Il ne peut y avoir de bonne démocratie qu'avec de bons citoyens et de bons élus. Tout autre régime politique peut fonctionner avec de mauvais élus et de mauvais citoyens, de mauvais élus et de bons citoyens ou inversement. Le problème en démocratie est dans l'arbitrage du risque démocratique que pose la représentation de l'élu (malgré certains avantages évidents) dès lors que celui-ci n'est qu'un mandataire politique soumis aux institutions du système, à son parti d'appartenance, à son ego et

ambition personnelle, aux lobbies et/ou à la pression exercée par une minorité influente de son électorat. Pour mieux contrôler les déviances possibles liées au mandat électif, il est nécessaire que toute délégation citoyenne soit fondée sur un programme clair à durée déterminée, avec possibilité d'annuler le mandat en cours d'exécution dès lors que des écarts notables apparaissent par rapport au projet ou au discours initial. En cela, nul ne doit être propriétaire ou rentier d'une charge électorale. Celui ou celle qui vise une telle fonction, ou manœuvre pour cela, doit être évacué(e) de la sphère publique.

**24.** Pour atteindre le juste niveau de démocratie citoyenne, les trois bonnes questions à se poser à l'occasion de chaque élection d'un prétendant ou d'un mandataire à élire sont : En quoi le programme proposé est-il bon pour une avancée conséquente en matière de démocratie locale ou nationale ? ; Comment l'élu va-t-il s'y prendre concrètement pour remettre le citoyen au centre du jeu ? ; Le prétendant à l'élection est-il capable de bénévolat et d'abnégation concrète, si nécessaire en donnant son temps, sa rémunération et/ou une partie de sa fortune, pour mener à bien le projet qu'il prétend défendre au nom de la collectivité et des citoyens ?

**25.** Tant que l'individu est porté par une ambition personnelle en recherche de statut social, de titre, de rôle, de rémunération assurée et/ou d'avantages liés au pouvoir, soit autant de motivations et de valeurs reflétant la vanité humaine, il ne peut être l'élu normal que suppose l'esprit de démocratie. Mieux vaut largement un élu anonyme foncièrement motivé, loyal et affirmé, qu'un élu «fort en gueule» bâtissant sa carrière politique sur le dos du système ou de la République, utilisant le théâtre médiatique et les réseaux d'influence, trempant dans les affaires et/ou dans les petites et grandes manipulations de masse. Honni soit donc l'élu qui fait carrière politique pour des raisons vénales, matérielles ou financières (salaire, retraite, avantages, facilités, privilèges...).

**26.** Le recours démocratique suppose de choisir entre 3 postures extrêmes :

. **La première posture** est le retour à l'alpha sociétal (clan, tribalisme originel) dans laquelle les règles hiérarchiques et institutionnelles reposent sur des liens système/individu relativement basiques, bruts, sans grande complexité structurelle.

. **La seconde posture** est celle du middle sociétal fondé sur la continuité de la longue histoire mouvementée des nations rebondissant de modèles en modèles (féodalité, monarchie, république...). C'est la posture entre-deux la plus courante (et surtout la plus compliquée) en laissant flotter le curseur au milieu, croyant avoir atteint ici les limites suffisantes de la démocratie ainsi qu'un équilibre sociétal satisfaisant pour ne pas en faire davantage.

. **La troisième posture** est celle de l'oméga sociétal qui se caractérise par une condition sociétale avancée dans laquelle les conditions humaine et citoyenne sont épanouies, stables et de haut niveau individuel et social, dans une perspective durable. En tout état de cause, avant d'œuvrer au changement, la règle consiste à sécuriser l'acquis, et/ou conserver au départ les habitudes du moment, afin de ne pas additionner l'entropie à la rupture de repère. Tout changement doit être progressif, régulier et sans à-coups, mais déterminé et foncièrement offensif quant aux résultats à atteindre.

**La démocratie est un combat permanent contre :**

**1.** Le système dominant et verticalisé, le Goliath institutionnel contre le David anonyme mais aussi contre l'indifférenciation non respectueuse envers l'ensemble des citoyens et administrés, le tout relayé et appliqué par des collaborateurs serviles.

**2.** La manipulation des masses, le brouillage idéologique, religieux et culturel, lorsque ceux-ci agissent à la source même de la conscience humaine, de l'activité psychique et cognitive des individus.

**3.** Le détournement de conscience individuelle par le formatage et le matricage des esprits et comportements dans une finalité d'asservissement, suivisme, conditionnement, contrôle direct ou indirect des conditions humaine et citoyenne.

## **126. Comment la citoyenneté doit-elle s'exprimer ?**

**27.** Le libre usage des droits communs et des libertés existentielles n'est pas un gage de véritable démocratie lorsque ceux-ci sont contrôlés, limités ou bridés par un ensemble de règles et de contraintes imposées par le système en place, la représentation politique dominante et/ou les gouvernements en

place, sur lesquelles généralement le citoyen n'a pas de prise directe et qu'il doit subir au nom de la loi et/ou du goulet structurel du vote.

**28.** Si l'équilibre droit/devoir est tout à fait normal en démocratie, ce qui l'est beaucoup moins c'est lorsque l'environnement réglementaire, culturel, moral, sécuritaire, économique, social et/ou psychologique réduit de facto la légitime expression des droits et des libertés à un faible pourcentage (ou pour le moins minoritaire). Un droit est considéré comme parfait lorsqu'il peut s'exprimer à 100% sans contrainte en face (devoir/obligation) et ce, dans un cadre de pure réciprocité. Lorsqu'un droit est intrinsèquement réduit dans son exercice légal, son potentiel naturel et/ou par la contrainte morale, il s'agit alors d'une atteinte directe à ce droit. Ainsi, lorsque l'exercice d'un droit (1) est amputé par des devoirs ou contraintes représentant un pourcentage significatif de celui-ci (x), la réalité d'exercice du droit est égale à  $1-x$  (ou droit - devoirs). Par exemple, si un droit n est limité à  $2/3$  de son potentiel par la force de contrainte d'un devoir réciproque (x), le champ libertaire d'application réel est égal à  $n-2/3x$  (soit 33%). Ainsi, le droit de conduire un véhicule avec un code de la route contraignant, une pression morale culpabilisante importante et/ou une répression permanente, font que ce droit existe mais qu'il est majoritairement bridé, inhibé, aseptisé, donc très imparfait. En cela, la pratique routière est un bon observatoire sociétal !

**29.** Pour apprécier le niveau réel de démocratie dans un secteur ou un domaine précis, il est nécessaire d'auditer précisément la qualité et le volume des droits permis en ces endroits. L'étalon démocratique est celui qui compare le droit acquis à son niveau de liberté d'usage, à sa légitimité en regard de la compétence et/ou du discernement de son utilisateur, à son équité par rapport au mérite objectif de l'individu concerné.

**30.** Pour juger du niveau réel de démocratie d'une société ou d'une organisation donnée, il est nécessaire de mesurer le poids du conservatisme ambiant imposé dans le collectif, et/ou envers une catégorie ciblée, avec la nécessité d'ouverture et de tolérance liée aux attentes des individus ou des citoyens parmi les plus aboutis de ces mêmes entités. Cela commence par la mesure du conformisme et des rigidités conservatrices dans la mentalité de l'élite dirigeante, des militants et influents. En effet, il ne peut y avoir de réelle évolution démocratique tant que les leaders d'opinion, décisionnaires et influents sont en retard de mentalité par rapport aux citoyens les plus aboutis. Prendre pour référence les citoyens les moins évolués, ou une moyenne basse, est un véritable non sens démocratique enfermant tout le monde dans la médiocrité.

**31.** Un autre moyen d'évaluer le progrès démocratique, ou sa stagnation, est d'observer comment l'élite et les minorités au pouvoir se comportent avec leurs titres et statuts, résistent en matière de défense conservatrice des principaux symboles nationaux. C'est le cas notamment dans le conservatisme des symboles touchant le drapeau national, l'identité figurative, l'hymne national, les valeurs historiques. Sauf exception, tout symbole qui préexiste en l'état depuis plus d'un siècle n'est pas vraiment le signe d'une ouverture vers le changement évolutionnaire et la modernité !

**32.** Il ne peut y avoir de véritable progrès démocratique sans volonté de pratiquer une véritable laïcité au cœur des modes de vie individuels et collectifs en l'appliquant d'abord aux plus jeunes puis aux adultes. La véritable laïcité est indépendante de toute forme de culture dominante issue, de près ou de loin, de la tutelle politique, religieuse ou idéologique. Elle doit être fondée sur des valeurs fortes transverses à toute ethnie, communauté, appartenance religieuse, en n'imposant ni morale ni vision manichéiste, spirituelle ou dogmatique du monde. Elle s'oblige à respecter l'intégrité humaine en laissant libre chacun, par les voies du discernement, d'occuper ensuite son espace mental comme il le veut. Réciproquement, la foi et la croyance individuelle ne doivent pas s'opposer à la laïcité collective. Tout ce qui contraint l'individu d'un point de vue religieux, idéologique ou dogmatique, d'une manière ou d'une autre, dans sa libre affirmation et liberté de pensée, n'est pas d'essence de la vraie démocratie et pose un problème d'humanité et de citoyenneté. De ce point de vue, tout ce qui n'est pas d'essence de la démocratie s'oppose à elle et renvoie à des cultures imparfaites du point de vue de la condition humaine et citoyenne. Le véritable espace de liberté accordé au citoyen doit se mesurer non pas en regard de ce qui est possible ou permis à un moment t mais principalement par ce qui ne l'est pas.

**33.** Hors état de guerre, terrorisme, violences urbaines récurrentes ou permanentes, l'option sécuritaire n'est pas un signe de bonne santé démocratique. Tout ce qui entretient la contrainte, la peur, la dépendance, l'anxiété, l'inhibition, l'humiliation, l'infantilisation, le racisme, la ségrégation, est un déni patent de démocratie. S'il est acceptable que l'ordre sécuritaire, policier et militaire existe, il ne peut s'imposer au citoyen lambda qu'à condition de ne pas être une fin en soi et qu'il serve d'abord les intérêts objectifs de tous et non pas uniquement ceux du pouvoir en place. Dès lors que l'option sécuritaire devient un pouvoir de contrainte, d'intimidation et de coercition, destiné à protéger l'Etat, ses dirigeants ou le système, contre la volonté du peuple, il s'agit alors d'un déni de démocratie caractérisé supposant la condamnation ultérieure de ses responsables et acteurs. Nul ne peut invoquer le sens prioritaire de l'ordre et de l'Etat aux dépens du plus grand nombre de citoyens sans en payer personnellement le prix. De la même manière, tout contexte sécuritaire utilisé à des fins politiques est un signe de régression dans la nation impliquant que ses gouvernants et collaborateurs soient un jour punis, jugés et/ou condamnés par le peuple ou l'histoire.

**34.** Tout dogme social, économique, culturel, fondé sur de bonnes intentions de départ mais imposé, ensuite, au plus grand nombre par les voies politiques, légales, morales ou religieuses, n'est pas un gage de démocratie épanouie et responsable. La démocratie suppose de pouvoir remettre en cause, à tout moment, ce qui est déjà établi et fait figure de référence. En cela, rien n'est définitif dans la société des hommes et surtout pas les valeurs et les idéologies s'habillant de vertu, de morale ou de virtualité démocratique, en étant dans les faits dénués d'esprit de démocratie. Tout ce qui concourt à prolonger indéfiniment l'histoire, ses traditions, ses postures conservatrices, sans acceptation d'un éventuel toilettage, nettoyage ou déconstruction, est un frein évident à l'émergence d'une démocratie adulte et avancée. Il s'agit alors d'un déni de démocratie nécessitant de se poser la question des intérêts protégés par l'inertie, le conformisme, la volonté politique ambiante et/ou les élus en cause.

**35.** Il n'est écrit nulle part que l'Etat soit le garant de la démocratie ou de l'épanouissement des peuples, alors même que les constitutions nationales sont d'abord rédigées pour organiser majoritairement l'action et les prérogatives de l'Etat, de ses institutions et de ses dirigeants, dans des relations descendantes avec le peuple et non le contraire. Sans possibilité de remettre en cause l'ordre établi, le système se condamne à se répéter indéfiniment. Aucune architecture sociétale non totalitariste n'est le gage, par défaut, d'une démocratie pleine et entière dès lors que le système et son cortège d'institutions maintiennent, face aux citoyens, des pratiques léonines, directives, brutales ou autoritaires.

**36.** Plus l'Etat se technocratise par le biais des moyens de la technologie, des systèmes de sécurité et d'information, ainsi que par le biais d'un élitisme dans le choix des servants du système, moins il devient démocratique et plus il se coupe de la population nationale. En cela, la technocratisation bride et freine toute forme de relation ascendante entre la volonté du peuple et l'Etat. C'est le cas notamment lorsqu'elle se caractérise par des bulles ou des sphères parallèles de décision agissant dans le cadre de missions et autres services hautement administrés. Placée sous contrôle politique, la technocratisation produit directement des filtres de pouvoir et d'influence entre l'Etat, la société civile et/ou les institutions militaires et policières. En démocratie, son excroissance est un signe négatif sachant que, par principe, le technocrate n'est ni véritablement un élu ni un citoyen abouti vraiment libre, mais un servant souvent très intelligent (et/ou pervers) du système. Le montage de la plupart des lois et des réglementations étant d'origine technocratique, plus celles-ci encadrent les détails de la vie collective, moins la nation respire le dynamisme et la santé, moins le discernement du citoyen est pris en considération et plus l'esprit de démocratie s'éloigne. La technocratie doit rester sous surveillance du politique et le politique sous contrôle du citoyen.

**37.** Aucune réforme politique n'est le gage d'une démocratie appliquée dès lors que sa production résulte d'une gestion à court terme associée à des intérêts d'Etat et non à l'intérêt général. Une véritable démocratie n'a pas besoin de réformes rajoutées ou d'ajustements imposés mais principalement de comportements responsables et discernés. En cela, la démocratie favorise davantage la réduction et la déconstruction de nombreuses réformes antérieures que la production de nouvelles. L'idée fondatrice est qu'un véritable comportement responsable issu du droit tolérant à s'autodéterminer et à s'auto-discipliner par soi-même devient l'antidote parfait de la loi et de sa contrainte imposée. Toute réforme contre la volonté citoyenne est mauvaise.

**Les fondamentaux de l'esprit de démocratie :** Ne peut s'exprimer de manière crédible au nom de la démocratie que celui ou celle qui possède en lui-même l'esprit de démocratie supposant à la fois :

1. La libre affirmation de soi dans un relatif aboutissement de la personnalité.
2. L'exercice plein et entier du libre arbitre et du discernement dans l'autodiscipline.
3. La compétence, la maîtrise, l'effort efficace, apportant de l'objectivité, de la tolérance et un fort sens de la relativité en tout.

## **127. Mesurer le niveau d'intolérance**

**38.** Il faut être capable d'aller jusqu'aux limites des raisonnements, des idéaux, des explications et des démonstrations en matière de démocratie (comme en matière politique, philosophique, scientifique ou religieuse) pour éviter que l'apparence, le partiel, le virtuel, le subjectif, l'imaginaire et/ou l'émotionnel, ne l'emportent sur l'objectivité et la réalité des faits. C'est cela la transparence en démocratie ! L'exercice moderne de la démocratie doit être le parfait contraire de la rétention d'information, de l'asservissement et de la soumission du citoyen aux règles collectives et étatiques. De manière courante, l'approche «systémique» (relative au système) en démocratie de système recouvre une conduite de masse imposant, d'abord et avant tout, un ensemble d'obligations, une panoplie de mesures directives, une instrumentalisation des pratiques collectives, une gestion étroite des ressources, des flux et des organisations. Elle ne s'apparente pas vraiment, ou dans une moindre mesure, à un libre espace collectif dans lequel chacun peut pleinement décider, agir, choisir et/ou s'exprimer, en dehors des cadres tolérés. Une certaine marge de liberté existe mais en étant toujours placée sous contrôle de l'autorité et/ou d'une normativité imposée. C'est donc à son niveau d'intolérance en matière libertaire que doit se mesurer toute démocratie en place. Tant que l'Etat considère le citoyen comme immature, dangereux ou déviant, l'intolérance est le frein à main de la condition sociétale.

Sachant que, par principe évolutionnaire, ce n'est ni l'Etat ni le collectif qui doivent guider le citoyen adulte mais le citoyen adulte et engagé qui doit influencer directement la gestion de l'Etat et du collectif, les trois questions de fond à se poser sont : Pourquoi la vie en collectivité ne permet-elle pas le libre exercice d'une démocratie pleine et entière ? Est-ce que la démocratie doit forcément produire une altération de l'offre et de la demande libertaire ? Est-ce que tous les axiomes animant l'esprit de démocratie sont respectés ?

### **39. 1<sup>er</sup> axiome : Appliquer la réciprocité**

Le premier axiome de l'esprit de démocratie n'est ni la liberté, ni l'égalité, la fraternité, la sécurité ou la laïcité..., mais la réciprocité en tout. Là où il n'y a pas de réciprocité, il n'y a qu'injustice et manque d'équité. La réciprocité doit être la référence universelle permettant d'équilibrer toute force, toute énergie, tout comportement, toute action, tout échange, dans les relations humaines, sociales et économiques. Par sa capacité à apporter une réponse contraire de même ampleur, proportionnée, conditionnelle et/ou adaptée à chaque cas, elle évite que le fait excessif, anormal, déviant, erroné, ne se reproduise à la source. Il s'agit là d'une posture mentale, psychologique et intellectuelle de base associée à un comportement réflexe apportant de la légitimité aux positions défendues, aux actions menées, aux décisions prises et aux choix opérés. La réciprocité est la première contre-mesure applicable par chaque citoyen contre toute forme d'unilatéralité, dominance, rapport de force, manquement au respect, savoir-être ou savoir-vivre. Bien mieux que la loi et son interprétation restrictive et/ou indifférenciée, la réciprocité produit des réponses différenciées et/ou des limites immédiates dans les faits humains, citoyens ou provenant des agissements du système. Elle introduit, sous condition de discernement et de différenciation des cas, une forme de légitimité naturelle dans les relations humaines en favorisant la véritable égalité et équité. Dans un monde pratiquant correctement la réciprocité, le maillage législatif et sécuritaire plus ou moins liberticide n'a plus vraiment de raison d'être en de nombreux domaines.

### **40. 2<sup>e</sup> axiome : Pratiquer le discernement**

Le second axiome de base devant animer l'esprit de démocratie est l'exercice principal du discernement humain (et non le recours à des protocoles ou à des procédures standardisés) dans un cadre de libre arbitre et de différenciation des cas et des situations. Il s'agit là d'éviter de substituer à l'intelligence,

l'expérience, la compétence, le bon sens ou la sagesse, des succédanés codifiés, réglementaires et/ou législatifs de nature indifférenciée, ou de portée générale, sans véritable adéquation avec la complexité ou la spécificité du cas rencontré. En ce domaine, le recours au sourcing causal permet d'éclairer le discernement au-delà des logiques apparentes et autres raisonnements discursifs en creusant toujours plus avant comme en donnant davantage de perspective sur la finalité des choses.

#### **41. 3<sup>e</sup> axiome : Favoriser l'affirmation de soi**

Le troisième axiome repose sur la capacité d'affirmation de soi et de pleine autodétermination (biodéterminisme) des individus en rapport étroit avec l'axiome un et deux. Dans une véritable démocratie, le système ne doit pas limiter, courber, inhiber ou orienter les capacités et les potentiels humains à son seul profit. Il est nécessaire de considérer que seul le créateur est maître de son œuvre et que seul l'individu sain et abouti sait ce qui est bon pour lui en n'ayant aucun besoin de tuteur moral, de rappel à l'ordre ou de référent quelconque. Pour qu'en chaque individu, l'homme responsable prenne le dessus sur le citoyen suiveur, il est nécessaire de lui donner les moyens de s'affirmer dans ses tropismes naturels les plus positifs et qualitatifs. En ce domaine tout est possible et souhaitable dès lors que l'individu est sain de corps et d'esprit, qu'il est respecté par autrui, qu'il dispose d'un enseignement initial et spécialisé de qualité, qu'il pratique la maîtrise d'un grand nombre d'arts, de compétences et savoir-faire, le tout porté par des valeurs humanistes solides et assumées.

#### **42. 4<sup>e</sup> axiome : Accepter l'hétérogénéité**

Le quatrième axiome en matière d'esprit de démocratie souligne le fait que dans une nation, un Etat ou une communauté, la démocratie ne peut jamais être homogène et unitaire en étant, au contraire, multiforme selon les acteurs impliqués. Les individus étant naturellement différents entre eux, la démocratie doit accepter toute forme d'hétérogénéité. La vision qui consiste à uniformiser de manière linéaire ou similaire les modes de vie et comportements de tous (homogénéité) est un non sens démocratique. On ne peut pas obliger tout le monde à faire, dire ou penser la même chose et dire ensuite que cela ressort de la démocratie. L'esprit de démocratie repose sur l'acceptation de la diversité humaine dans tous ses états, à condition que la polarité d'ensemble soit positive et constructive. C'est en cela que la normalisation au sein de tout système à vouloir tout unifier, standardiser, égaliser, indifférencier, massifier, diriger de manière identique, produit un mélange des genres qui porte directement atteinte à l'esprit de démocratie.

#### **43. 5<sup>e</sup> axiome : Rechercher la finalité**

Le cinquième axiome met en garde le politique et l' élu dans la conduite des masses sous prétexte d'égalitarisme et de justice sociale, en obligeant à réfléchir sur la finalité des lois, réformes et décisions prises. Avant toute décision engageant le citoyen et le collectif, il s'agit d'abord de répondre sur le fond aux trois questions suivantes : En quoi la société devient-elle meilleure et plus juste, aujourd'hui et demain, du fait de telle réforme ou de telle loi frappant tout le monde de manière uniforme ? Est-ce aux représentants élus d'orienter la condition humaine, le destin individuel et/ou de faire le bonheur de chaque homme et femme, contre leur gré ou volonté, en formatant la citoyenneté dans ses droits et devoirs ? La vacuité et/ou la vanité des décisions humaines en matière de pouvoir et d'influence ne doit-elle pas être associée au sens plus profond de la relativité et du sourcing causal ?

#### **44. 6<sup>e</sup> axiome : Atteindre l'aboutissement**

Le sixième axiome considère qu'il ne peut y avoir de véritable démocratie sans une majorité d'hommes libres, sains, épanouis, dynamiques, compétents, bien informés. Favoriser l'aboutissement des individus est le premier rôle des Etats et si ce n'est le cas, de certaines institutions et si ce n'est le cas, des familles et si ce n'est le cas, de référents amicaux et si ce n'est le cas, par la prise en charge offensive de soi-même (autodidactisme). Pour cela tout doit commencer, dès les plus jeunes années, par la qualité, la motivation et l'utilité de l'enseignement scolaire ainsi que de l'éducation familiale, associées à la richesse des expériences vécues. L'objectif est d'éviter un matricage systémique et culturel déformé, coincé ou tordu des esprits et des comportements. De mauvais maîtres, des apprentissages frustrants et non motivants, des enseignements négatifs ou contraints et/ou un modèle parental imparfait ou non aimant, ne peuvent nullement favoriser l'émergence naturelle d'un esprit sain, indépendant et tolérant, permettant de former le socle du véritable esprit de démocratie en chaque citoyen, sauf résilience plus tard. Mais alors que de temps et d'énergies perdus !

#### **45. 7<sup>e</sup> axiome : Miser sur la nature humaine**

Le septième axiome démocratique s'oppose à ce que le système, ou l'organisation en place, impose un modèle collectif freinant ou interdisant l'exercice normal des libertés individuelles, sans la volonté éclairée et consentie du citoyen lui-même. Imposer un rôle stéréotypé au citoyen n'est pas pareil que de l'accomplir volontairement par soi-même. Obligation doit être faite de concilier d'abord les tropismes de la nature humaine via la recherche de satisfaction des différents besoins humains. Il s'agit là de tendre vers l'affirmation de soi, la positivité et l'épanouissement naturel, avant d'imposer les conditions du forçage culturel, comportemental, mental ou normatif. Sachant que les conditions de la vie démocratique sont parfois difficiles à vivre, chaque individu doit savoir précisément, et par avance, à quoi il s'engage en suivant telle voie ou en faisant tel choix. C'est tout le challenge quotidien de l'esprit de démocratie que d'associer, à la dure réalité du vécu, le meilleur du fonctionnement biochimique du corps et du cerveau humain dans un véritable esprit de responsabilité.

#### **46. 8<sup>e</sup> axiome : Protéger la démocratie**

Le huitième axiome préconise qu'aucun individu, aucune organisation, aucune tutelle administrative ou institutionnelle, ne doivent avoir de primauté sur la représentation et/ou l'application jugée idéale de la démocratie. Il s'agirait alors d'un retour en arrière en proposant un nième modèle sociétal capté et/ou détourné par le système. Chacun doit contribuer, à sa manière, à la diversité démocratique et à son enrichissement par des actes, initiatives et comportements productifs, constructifs, positifs, créatifs, qualitatifs. La démocratie se construit de manière continue et créative par le haut des conditions humaine, citoyenne et sociétale. Elle nécessite un feed-back constant sur ce qui est bon, essentiel et utile pour elle, comme en rejetant tout ce qui est objectivement inutile, accessoire, handicapant ou obsolète. D'une certaine manière, la démocratie appliquée doit être la parfaite symétrie de la qualité intrinsèque des individus qui la composent, notamment les meilleurs d'entre eux d'un point de vue de polarité+. A l'instar des organismes vivants, et au-delà d'un socle solide et pérenne, toute évolution démocratique doit pouvoir rester foncièrement non linéaire et adaptative. Le contraire du conservatisme qui maintient constamment ce qui a été dans ce qui est.

#### **47. 9<sup>e</sup> axiome : Avoir confiance dans l'homme abouti**

Le neuvième axiome affirme que la démocratie est un bien immatériel vivant, l'un des plus précieux de l'humanité et de l'intelligence collective, que chacun doit s'attacher à perpétuer et à protéger, à sa manière, contre toute forme d'adversité. Le meilleur sanctuaire qui soit est dans l'esprit du plus grand nombre d'hommes et de femmes et non pas dans les symboles figés du système. C'est la raison pour laquelle, dans un monde moderne et informé, la démocratie ne doit être ni sacralisée, ni ritualisée, ni relever de la propriété, ni trop encadrée par les usages issus du conservatisme et du formalisme. Le vrai sanctuaire de la démocratie est dans l'esprit de démocratie lui-même prenant consistance et racine dans l'esprit des citoyens les plus aboutis, épanouis et engagés. Lorsque préexistent l'autodiscipline individuelle et le discernement, il n'est nul besoin de lois ou de règles pour imposer l'ordre démocratique. Il tient debout tout seul, sait se renouveler tout seul et combattre efficacement l'adversité par la détermination, l'esprit de responsabilité, la loyauté et l'honnêteté intellectuelle de ses membres à reconnaître et assumer les faits.

#### **48. 10<sup>e</sup> axiome : Utiliser les best practices**

Le dixième axiome confirme que la démocratie n'est pas une démarche linéaire et standardisée facile à atteindre et à stabiliser. Dans sa forme la plus avancée, elle représente une véritable métaculture fondée sur la mise en pratique du meilleur et de l'utile de l'existant local, territorial, national, extranational et international. En ce sens, l'esprit de démocratie et son socle d'applications doivent reposer sur un ensemble objectif et cohérent de «best practices» puisées partout dans le monde et régulièrement actualisées. La sélection entre pratiques courantes et best practices est un enjeu permanent pour le politique et le citoyen engagé supposant la plus grande ouverture d'esprit et curiosité à s'intéresser et à identifier tout ce qui se fait de bien ailleurs ou autrement. Cela oblige, parallèlement, à éviter le bric-à-brac de mesures, réformes et actualisation d'usages conservateurs saturant la fluidité citoyenne, ainsi que l'empilement de lois, réglementations et procédures asphyxiant le dynamisme individuel. Pour éviter l'édification de nouveaux murs de pierres et de verre, il est nécessaire de pratiquer régulièrement la déconstruction, le toilettage et/ou la qualification toujours plus efficiente et simplificatrice de l'existant, y compris pour les mauvaises initiatives récentes.

#### **49. 11<sup>e</sup> axiome : Opter pour des programmes politiques durables**

Le onzième axiome oblige que la démocratie se nourrisse de vrais programmes politiques et sociétaux durables et non de simples promesses ou engagements de candidats à durée limitée. Il est nécessaire que ces programmes soient complets (et non ciblés), ambitieux (et non conservateurs), qu'ils soient clairs, précis, argumentés, datés et chiffrés, afin d'établir un lien quasi contractuel entre l'élu et le citoyen. Cela suppose pour l'élu responsable du programme de respecter les échéances, les étapes, les objectifs définis et/ou de les amender avec précision, si nécessaire, en cours de route. Les promesses surdimensionnées, idéalisées, fantasmées ou mensongères inhérentes aux pratiques du théâtre politique représentent un déni de démocratie lorsque celles-ci se fondent sur une communication et un marketing politique destiné principalement à séduire et à tromper le citoyen sur la réalité des choses. En démocratie, on fait ou on ne fait pas, on date précisément ou on reporte à plus tard, on s'engage ou on ne s'engage pas, on explique clairement ou on dit ne pas savoir faire, mais on ne joue pas avec la crédulité, la confiance et/ou l'espérance des gens.

#### **50. 12<sup>e</sup> axiome : Renforcer le binôme élu/citoyen**

Le douzième axiome encadre l'action politique source qui, pour être équilibrée, doit se présenter sous la forme d'une tenaille enserrant le projet, ou le programme, en impliquant simultanément l'élu d'un côté et le citoyen de l'autre. D'un côté doit exister l'offre politique provenant des élus, du gouvernement et/ou du lobbying apportant un projet ficelé de manière technique, administrative et juridique et de l'autre, la demande citoyenne plus brute et authentique provenant des attentes des individus ou des associations (idée originale, contribution initiale, critique précise, revendication, proposition complémentaire, débat public...). Le cercle vertueux de la démocratie est atteint lorsque toute forme de contribution et d'offre citoyenne isolée peut faire l'objet d'une communication publique à partir d'un format de présentation approprié, d'un vote au sein d'un premier niveau régulateur et d'une explication motivée en cas de refus.

**Les 3 finalités sociétales modernes :** Qu'est-ce qu'une vie collective animée d'une fuite en avant permanente sans véritable finalité évolutionnaire ? C'est au citoyen éclairé et mature de décider quelle est la finalité qu'il entend poursuivre sachant que cela conditionne directement la qualité de sa condition humaine et citoyenne. Dans l'absolu, l'avenir de l'homme moderne doit passer par une vie collective hétérogène fondant son activisme à partir de «best practices» relationnelles, citoyennes, économiques et sociales, reposant sur des règles régulièrement toilettées, elles-mêmes directement animées par une gouvernance politique fortement encadrée par un citoyenneté affirmée et déterminée. Autant dire qu'en sortant de cette ligne de perspective, la finalité sociétale est variable selon qui fait quoi, pourquoi et comment.

**1. La première finalité** sociétale, la moins intéressante, est de soumettre entièrement la destinée de l'humain et du citoyen à l'emprise de régimes politiques alternatifs, tels que ceux jalonnant l'histoire erratique des hommes et des sociétés, agissant principalement dans le cadre d'une realpolitik court termiste, la gestion des conflits d'intérêt et/ou les visions idéologiques des hommes et partis au pouvoir. C'est la finalité démocratique des systèmes imparfaits et relativement médiocres (-).

**2. La seconde finalité** est de créer un compromis «démocratique» de type progressiste conciliant l'évolution médiane de la condition humaine et citoyenne, avec une condition sociétale placée majoritairement sous la tutelle directive du système en place. C'est la finalité démocratique des systèmes semi-ouverts avançant de manière prudente avec un temps de retard dans la mentalité générale (=).

**3. La troisième finalité** consiste à privilégier une large courbure évolutionnaire par rapport à l'axe historique des démocraties de système, en accordant une priorité forte et déterminée au développement qualitatif de la condition humaine et citoyenne. L'objectif est que cette qualification irradie ensuite sur la condition sociétale et renforce progressivement et simultanément les 3 conditions (humaine, citoyenne, sociétale) par un jeu croissant d'allers-retours. C'est la finalité de la démocratie citoyenne (+).

### **128. Vote et mandat électif, la pierre angulaire**

**51.** Tant que le droit citoyen de participer à la décision politique et sociétale nécessite une intermédiation et une délégation élective totale dans la gouvernance nationale ou territoriale, sans réel droit de regard ou d'intervention entre deux mandats, il ne peut y avoir de démocratie pleine et entière. Le fait de recourir à un seul vote accordant un quitus définitif à l'élu est un goulet démocratique privant le

citoyen de contre-mesure et de moyen de pression durant toute la mandature. Le problème est dans l'exclusivité, l'unicité, le caractère libre et/ou inconditionnel du droit de décision, ainsi que dans la relative immunité ou protection de l'élu durant toute la période de mandature. Laisser le champ libre de la décision politique, sans arbitrage citoyen avant la fin du mandat, est un gros risque démocratique même en cas de système représentatif.

**52.** Tant que la nature du vote reste binaire (oui ou non), le mandat électif conduit forcément à un goulet décisionnel et/ou à un entonnoir de choix entre deux possibilités dominantes. Dans ce cas, les grands partis et/ou les intérêts en place peuvent facilement orienter le vote en amont (choix des candidats et des compromis) par la nature même de cet entonnoir, dès lors qu'il n'est pas possible de prendre en compte l'abstention dont l'incidence modifie de facto toute la logique élective et politique. En ce sens, le vote est plus une orientation semi-dirigée par le système en place qu'un acte citoyen pleinement décidé, libre et autonome. En démocratie de système, le vote est un recours civique semi-fermé, ou semi-ouvert, privant le citoyen de nuance élective même en étant un instrument de contre-pouvoir collectif.

**53.** Tant que le vote ne forme pas un carré décisionnel parfait : Oui, Non, vote blanc, abstention, il reste fondamentalement imparfait. Il faut bien distinguer le nombre de votants réels et potentiels. Le véritable étalon démocratique est dans la référence au nombre potentiel de votants. La simple référence au nombre réel de votants réduit in fine l'intention démocratique et sa signification en faisant primer le relatif sur l'absolu. La différence entre vote potentiel et vote réel est très importante d'un point de vue démocratique puisqu'elle inclut, par principe, le vote blanc et l'abstention que l'on nie dans certains systèmes ou que l'on considère en démocratie citoyenne. Le vote blanc doit être considéré comme une forme d'expression citoyenne légitime impliquant le même traitement statistique que le Oui et le Non. Il indique clairement, après déplacement physique du citoyen votant, qu'aucun prétendant n'est digne de le représenter et qu'il faut donc revoir le projet politique, le programme proposé et/ou la représentation nominative des élus. Le vote d'abstention, sans déplacement physique du votant, doit être également pris en compte de manière pleine et entière lorsqu'il dépasse un minimum requis (quorum ou quota) par rapport au nombre total de votants potentiels (par exemple 25 ou 30%).

**54.** Souvent le plus grand parti national est celui de la majorité silencieuse formée de citoyens mécontents de l'existant politique ou sociétal et refusant les programmes, les candidatures ou les propositions faites. C'est ici que se joue la grande différence démocratique entre celle animée par le système et celle animée par le citoyen. Lorsque le pourcentage d'abstentions et de votes blancs dépasse celui du meilleur score obtenu par le candidat en tête, il y a alors un signal orange, voire rouge dans le mécontentement démocratique. Par exemple, si 60% de la population inscrite vote et que le candidat en tête détient une majorité relative avec 55% des voix, il ne représente en réalité que 33% des citoyens ( $60\% \times 55/100$ ) soit, en face de lui, 67% de la population qui n'est pas d'accord de près ou de loin avec lui. En démocratie, la question est de savoir si la majorité politique et la représentation élective qui s'ensuivent sont le vrai reflet de la volonté nationale ?

**55.** Tant que le vote unique, binaire, fermé (oui ou non) entre deux mandats est perçu comme un élément décisif de la démocratie appliquée, il y a perpétuation d'une supercherie politique. Seule la capacité à pouvoir voter selon trois à quatre options, à mi-mandat ou en récusation de ce même mandat, est une avancée démocratique majeure sans quoi le système continue de se jouer allègrement du citoyen. De la même manière, les thématiques inhérentes au vote doivent offrir le plus large spectre de possibilités de prises de position du citoyen en dépassant largement les programmes partisans, les «petites» échéances législatives, territoriales ou présidentielles classiques, ainsi qu'en cours de mandature l'offre de loi, décrets et autres règlementations provenant des cabinets ministériels, partis, officines, commissions... C'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'intégrer des votes de confiance mais aussi contestataires (déconstruction, toilettage), réformistes (qualification), évolutionnaires (projets innovants, addenda utiles...) provenant directement de propositions faites par les citoyens eux-mêmes. L'esprit de démocratie se juge alors au rapport quali-quantitatif entre les votes systémiques et les votes citoyens.

**56.** L'acte de naissance officiel du renouveau démocratique est son inscription dans la constitution nationale. Sans cet acte, les systèmes politiques en place restent des prolongements d'eux-mêmes et de leur histoire. Il s'agit là de considérer que l'esprit de démocratie devant animer les sociétés modernes relève

de la nécessité d'une courbure sociétale majeure au sein des nations impliquées. Ainsi, face aux habitudes et aux conservatismes des générations contemporaines doit se mettre en place progressivement une autre mentalité parmi les nouvelles générations, une vision globale des décisions se substituant à la vision locale, tribale ou communautariste classique. Ces nouvelles conditions ne s'opposent pas aux usages et aux traditions mais constituent des avancées naturelles en symbiose avec les nouvelles règles de la complexité et de la technologie, en relation directe avec les attentes individuelles et citoyennes. En cela, le renouveau démocratique n'oblige ni à tout démolir, ni à tout spolier, ni à tout reconstruire, mais à utiliser intelligemment le meilleur, l'utile et l'essentiel déjà disponibles. C'est cette capacité d'évolution qui doit être intégrée dans les constitutions nationales.

**57.** Le vote ne doit pas non plus rester seulement local ou national. Il doit devenir fédératif, voire même universel. Dans le cadre de cette dynamique, le vote démocratique doit pouvoir également s'exprimer sur les grandes options et décisions portant sur les grands enjeux affectant le sort de la planète entière. La démocratie n'ayant pas vocation à être privatisée de manière géographique ou nationaliste, elle doit tendre tout naturellement vers une harmonie d'ensemble associant la démarche de la plupart des peuples et des citoyens volontaires. La démocratie localisée, rentière ou égoïste, n'étant pas une fin en soi, elle se doit d'être participative pour le plus grand nombre. Cela est d'autant plus nécessaire que les nouvelles générations bénéficient d'un niveau de modernité jamais atteint, de la mondialisation des échanges, d'influences, de mixités et d'interpénétrations transculturelles fortes, ainsi que d'un accès massif à l'information en temps réel. Il devient dès lors évident que chacun doit se sentir coresponsable du sort des autres citoyens, même éloignés géographiquement, dès lors que ses propres actions interagissent d'une manière ou d'une autre sur les conditions de vie d'autrui. Ainsi, bien au-delà des ONG, des modèles dominants, du bien-pensant général, des institutions en place, chaque citoyen doit avoir son mot à dire sur le devenir global, direct ou indirect de la planète. Cela suppose la mise en place d'une constitution universelle et transnationale dépassant les cadres nationaux de nature à effacer l'isolement culturel, racial, ethnique et/ou communautariste.

**58.** Le vote ne doit pas enfermer le citoyen dans un espace géopolitique et techno-administratif réduit mais, au contraire, lui permettre de s'exprimer dans l'espace le plus large dès lors qu'il le souhaite activement. De citoyen local ou national, il doit aussi avoir la possibilité de devenir citoyen du monde en profitant de l'expérience démocratique des peuples les plus avancés. Pour cela, il est nécessaire de créer des «référents démocratiques» transverses aux régimes nationaux à partir desquels chaque individu a la possibilité de se référer s'il le souhaite, au lieu de rester enfermé dans l'archaïsme ou les limites de son offre nationale. C'est, en fait, la véritable finalité de la démocratie citoyenne que d'être capable de proposer une dimension supranationale en optimisant la «transversabilité» et l'accessibilité aux mêmes référents démocratiques. En cela, la volonté citoyenne, quel que soit le lieu, devient une impulsion favorisant l'évolution sociétale partout ailleurs selon le principe de «l'effet papillon». Il faut donc veiller à ce que le vote ne bride pas finalement l'accès à la démocratie en termes de limite de choix, d'impossibilité d'expression et/ou de faible champ de consultation.

**59.** Grâce au vote élargi (et non entonnoir) la démocratie progresse favorisant les bases d'une nouvelle «autoportance civilisationnelle» où la géographie locale fait place peu à peu à la géographie mondiale, voire universelle. Plusieurs types de votes deviennent possibles de l'échelle locale à l'échelle mondiale en se complétant les uns les autres et non plus en s'opposant dans un esprit de clocher. Chacun peut ainsi contribuer, au fil du temps, à qualifier les conditions humaine et citoyenne au nom de tous et non de manière propriétaire, isolée ou égoïste. Partant du principe que plus la démocratie est partagée par le plus grand nombre d'acteurs, plus elle devient solide, riche et pérenne, elle tend alors à se développer aussi bien dans les esprits que sur les territoires nationaux. Dans ce contexte, évolution, changement et démocratie, forment et animent la dynamique du renouveau démocratique. Le vote n'est plus seulement un instrument placé sous contrôle du système pour élire des hommes présélectionnés mais un moyen de valider des options programmatiques affectant la vie de tous.

**60.** En démocratie citoyenne, le vote est l'arme décisionnelle principale caractérisant la volonté citoyenne en matière d'expression démocratique en appui de la contribution active, de la participation engagée, du débat, du comportement au quotidien. Le vote doit représenter le moyen direct et décisif de faire pencher la balance, à tout moment, en s'effectuant au plus près des activités quotidiennes du

citoyen. L'idéal est que le vote devienne une habitude régulière dans la vie collective permettant ainsi à chacun, d'être impliqué et sensibilisé à l'ensemble des problèmes posés. Plus les votes sont motivants, diversifiés, faciles à participer, réguliers et bien informés, plus l'opinion du citoyen évolue dans le discernement, l'exigence et l'esprit de responsabilité. Pour être efficace le vote doit être désacralisé, devenir un réflexe de «consommation démocratique», être valorisé et ne prendre que quelques minutes en reposant sur un mode d'identification biométrique, ou autre, parfaitement sécurisé. Il doit être volontaire et non imposé avec quatre options (Oui, Non, vote blanc, abstention comptabilisée). Un quorum ou quota de votants est nécessaire pour chaque choix, décision ou offre politique. Sans cela le vote est reporté et le programme amendé.

**61.** L'objet du vote (mandant politique, programme, réforme, projet...) doit faire l'objet d'un audit préalable ainsi que d'un constat objectif en cours d'exécution. Sauf période difficile nécessitant un leadership évident et constant, n'importe quel élu peut être renvoyé dans ses foyers à mi-mandat (y compris la présidence) si les engagements pris ne sont pas tenus ou déplaisent à la majorité silencieuse. En changeant les hommes mais non la continuité du projet, cela permet d'éviter toute forme de rente de situation et de carriérisme politique. Il s'agit également d'éviter que le militantisme et les minorités influentes ne prennent ou ne conservent le pouvoir contre l'avis général. Un bon mandat électif ne doit relever ni de l'ambition personnelle carriériste ni d'objectifs favorisant l'intérêt personnel (statut, rémunération, avantage...) mais correspondre à une motivation profonde, une contribution citoyenne loyale et désintéressée, associée à une énergie capable de déplacer les montagnes. Il s'agit là d'adopter un sens du collectif et de l'Etat, à la fois modeste et principalement bénévole dans le cadre d'un état d'esprit, d'une culture et d'un mode de vie dédiés principalement aux autres. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de limiter la durée et le cumul des mandats, ainsi que de favoriser une intervention possible à mi-mandat, tout en privilégiant une rétribution restreinte malgré une présence régulière fortement exigeante sur le plan physique, santé et disponibilité des élus. Cela permet d'éviter, au citoyen, la double peine de l'élus médiocre et du délai imposé pour le remplacer, ainsi que les rentes de situation, les liens étroits avec les lobbies, les habitudes du luxe, de confort ou de notoriété. Autant de comportements et d'attitudes qui affaiblissent la combativité, la sensibilité à la réalité du terrain et l'abnégation de soi en favorisant, au contraire, la démagogie et toutes les techniques de communication et de marketing politique prenant le citoyen pour un âne à faire avancer ou à séduire.

**Il y a démocratie et démocratie :** La démocratie ne s'examine pas uniquement à l'aune de la réalité contemporaine ou de la realpolitik, mais surtout de manière historique par l'ensemble flagrant de ses manquements, imperfections et retards.

**1.** N'est pas une démocratie le pays, le système, le régime ou la gouvernance qui utilise massivement la manipulation des masses, la violence, la peur, la contrainte, le rapport de force et/ou la désinformation contre le citoyen et le peuple.

**2.** Est une moitié de démocratie tout ce qui privilégie l'institution avant le citoyen, les devoirs et obligations avant les droits et libertés, l'état régalien avant la volonté du peuple.

**3.** N'est pas une ultra démocratie révolutionnaire ce qui résiste courageusement à la démocratie de système et exige une qualification toujours plus grande des conditions humaine et citoyenne. Il s'agit là simplement d'une exigence moderne de véritable démocratie citoyenne.

En cela la démocratie n'est pas unitaire mais, au contraire, à géométrie variable en pouvant être forte hier et moindre aujourd'hui, tout en utilisant le même vocabulaire. La vigilance doit être permanente sur les cycles démocratiques nécessitant de ne jamais s'endormir sur l'acquis.

## **129. Ami ou ennemi de la démocratie ?**

**62.** Tous les préceptes fondateurs et actifs de la démocratie citoyenne existent déjà, ici ou ailleurs, dans le corps social de manière souvent partielle, éclatée ou sectorielle. C'est le cas notamment chez le professionnel averti et autonome qui sait gérer son activité dans la norme, le savoir-vivre et le respect des consignes. C'est le cas du décisionnaire compétent qui prend et assume ses décisions en toute conscience et connaissance de cause. C'est le cas chez le bon militaire ou le bon policier qui sait s'arrêter d'instinct aux limites licites et/ou légitimes de son intervention. C'est le cas chez l'athlète, le conseil et le thérapeute, qui utilisent à bon escient leur compétence vis-à-vis d'autrui ou d'un enjeu précis. C'est

le cas du bon pilote qui s'expose avec discernement et motivation dans une prise de risque maîtrisée sur route ou circuit. C'est aussi le cas des nombreux honnêtes hommes de la rue qui n'ont nul besoin de réfléchir aux craintes et aux sanctions de la loi pour agir proprement avec conscience, courage et détermination.

**63.** Par principe, est déclaré ennemi de la démocratie celui qui limite de manière régulière et volontaire le jeu des libertés individuelles et constitutionnelles. Est déclaré ennemi de la démocratie, le poco, le collaborant ou le servent du système qui favorise ou participe par la contrainte à imposer un cadre de vie ou d'action autoritaire, orienté, préformaté, que doivent ensuite subir les autres citoyens via le recours au conservatisme comportemental, normatif, administratif ou technocratique. Est déclaré ennemi de la démocratie celui qui, sous prétexte d'ordre et de soumission totale à l'autorité des représentants du système, se comporte de manière irrespectueuse ou en décalage avec la réciprocité nécessaire. Est également déclaré ennemi de la démocratie, celui ou celle qui collabore au système en place en prônant, via le déni médiatique, la dominance politique d'un seul parti, de ses propres dogmes, opinions, idéaux, intérêts partisans et/ou qui dénigre ouvertement la possibilité d'autres options politiques que la sienne.

**64.** Il ne peut y avoir de véritable démocratie pour certains et pas pour d'autres. Le principal vecteur de différence (hors naturel) entre les hommes étant l'économie, il est nécessaire d'éviter la captation de richesses par des minorités, et/ou par le système, en valorisant non pas la possession d'argent mais la capacité à en produire et à l'utiliser de manière utile, positive, équitable et raisonnée. En cela, l'effort individuel et la contribution personnelle uniquement mobilisée dans l'esprit de démocratie sont des valeurs centrales qu'il convient de récompenser et de valoriser autant, voire davantage, que le talent inné ou le patrimoine financier. De la même manière, toute forme d'engagement utile, compétent et courageux en faveur d'autrui, doit être valorisée et positivée. Il en est de même pour la critique positive, l'opposition constructive, la contribution utile et la résistance citoyenne dans le débat public. A l'inverse, tout ce qui est négatif (manipulation, diffamation, injure, dénigrement, discrimination, déstabilisation, coup bas, lâcheté, trahison, violence, escroquerie...) n'est pas dans l'ordre de l'esprit de démocratie et doit être combattu à la source et/ou par la réciprocité.

**65.** Par essence, le conservatisme n'est pas évolutionnaire mais acceptable dès lors qu'il contribue à protéger la tradition positive sans l'imposer à tous et/ou en favorisant l'autoportance sociétale dans ce qu'il y a d'essentiel, de meilleur et d'objectivement utile pour le collectif. Toute autre forme de conservatisme intégriste, radical, rigide, activiste provenant de minorités, de nature à interférer, freiner ou stopper le développement collectif ou encore imposant des antiennes passéistes doit être combattu par la réciprocité. Par essence, la démocratie accueille toute forme de liberté d'expression, d'action, de choix et de décision, y compris ciblée et critique, dès lors que celle-ci reste pacifiste, positive, constructive, sans agressivité ni intolérance conquérante ou destructive et/ou ni action dérogatoire à la légitimité ou au droit commun. La conscience éclairée et le discernement du citoyen mature, abouti et engagé, sont les meilleurs remparts qui soient pour éviter les excès liés aux intentions, mots et discours des hommes. Par ailleurs, sauf à pratiquer une réciprocité naturelle ou une réponse factuelle découlant de la conscience intime, tout citoyen moderne doit être considéré comme apte et assez intelligent pour faire, de lui-même, la part des choses en cas d'expression d'autrui par l'humour, l'ironie, la satire, la caricature... portant sur un objet politique, symbolique, culturel, raciste, ethnique ou autre. Si la démocratie suppose l'exercice de la fermeté pour tout ce qui produit des atteintes directes, sérieuses et réelles à ses valeurs fondatrices, elle s'interdit toutefois l'intolérance, la psychorigidité, la censure et l'interdiction pour toutes autres causes plus subjectives, idéologiques, émotionnelles.

**66.** Est considéré(e) comme ami(e) et allié(e) de la démocratie celui ou celle qui applique, à son échelle et dans l'anonymat, ses valeurs fondatrices (légitimité, différenciation, équité, réciprocité, affirmation de soi, discernement, tolérance, bienveillance, solidarité, respect, loyauté, esprit de responsabilité, auto-discipline...). En cela, l'esprit de démocratie accueille toute forme de libre comportement conscient et contrôlé à la source, à condition que celui-ci ne s'impose pas violemment, par surprise et/ou de manière continue à l'encontre d'autrui. L'esprit de démocratie accepte la liberté de choix aussi bien au niveau existentiel (euthanasie, interruption volontaire de grossesse, suicide, couple, mode de vie...) qu'au niveau de la nationalité du citoyen (national, mondial) que du choix du système de défense juridique s'il en existe différents. La tolérance initiale fait partie intégrante de la démocratie en contrepartie de la

fermeté et de la réciprocité. En cas d'agression grave, caractérisée ou de multi récidives, le traitement de chaque cas s'opère normalement par la médiation de tiers ou via un système judiciaire équitable. Celui ou celle qui intègre sincèrement, par la suite, les valeurs de l'esprit de démocratie bénéficie toujours d'un aménagement de peine. Celui ou celle qui trompe sciemment ou mystifie plusieurs fois est déclaré(e) ennemi(e) de la démocratie et peut voir sa peine doubler, voire tripler, en toute réciprocité.

**67.** En démocratie citoyenne, il n'existe pas de politiquement correct ni de pensée unique. C'est même impossible compte tenu de l'extrême diversité des conduites humaines affirmées associée au refus fondamental d'asservissement docile au système en place. En dehors d'un tronc commun métaculturel, psychologique et attitudinaire qualifié, servant de socle mental et comportemental de référence (mais non imposé), l'esprit de démocratie refuse le retour à toute forme de soumission par la contrainte, de dominance culturelle, dogmatique et/ou normative. Le plus court chemin pour atteindre l'esprit de démocratie est toujours dans le cerveau humain par l'affirmation de soi, l'information de qualité et l'exemplarité positive. Le chemin le plus long et le plus incertain passe toujours par les règles imposées et les devoirs subis.

**68.** En démocratie citoyenne, il n'existe pas de politiquement incorrect dans la libre expression, le libre choix de vie, la libre action, la libre pensée. Chacun peut penser et dire ce qu'il veut à condition d'être justement informé et ne pas porter directement atteinte, de manière forte et objective, à l'intégrité psychique, morale et/ou physique d'autrui. La règle de base est de laisser s'exécuter la nature intime et complexe de chaque individu, à condition que celui-ci soit assez mature, responsable et discerné en plaçant son comportement sous l'autocontrôle de valeurs fortes. Cela suppose d'accepter l'évidence que tous les hommes sont différents à la source de l'inné et du psychisme en évitant, parallèlement, que la règle générale ne s'impose de manière indifférenciée. Le biodéterminisme humain et la diversité naturelle des pulsions, besoins, émotions et fonctions humaines, imposent toujours leur primauté dans un cadre d'autodiscipline et d'esprit de responsabilité. Tout ce qui contraint cette évolution naturelle par l'ordre, la force ou l'autorité extérieure, en n'apportant pas de réponses essentielles dans le traitement biochimique et/ou relationnel propre à chaque cas et individu, est une faille ou une défaillance démocratique à solutionner, résoudre ou à combattre.

**69.** En démocratie citoyenne, le non démocratiquement correct recouvre principalement la plupart des comportements ostensiblement poco ou collaborants issus de la pratique de la non démocratie ou de la démocratie de système radicale. A cela s'ajoute la non-acceptabilité de tous les maux issus de la violence, manipulation, hypocrisie, faux-semblant et bêtise humaine, que l'esprit de démocratie essaie justement d'éradiquer et de contenir à la source des comportements individuels et collectifs. Par extension, le démocratiquement correct relève de la force mentale et de l'intégrité, de la recherche d'aboutissement personnel et de la contribution réelle. Il évite de facto les modes et les tendances animées par l'idéologie de salon, l'artificiel, le superficiel, le bien-pensant passif ou inactif.

**Ce que doit éviter l'esprit de démocratie :** Une société évoluée ne se conduit pas en référence au négatif ou en fonction de la déviance marginale. Pour cela, l'exercice de l'esprit de démocratie doit :

- . Eviter de contribuer à la fausse homogénéité nationale en privilégiant, au contraire, la différenciation et l'hétérogénéité objective fondées sur de solides socles communs en matière de conditions humaine et citoyenne.
- . Eviter le bric-à-brac des corporatismes jaloux de leurs prérogatives et des cercles élitistes pensant pour autrui et influençant le collectif en privilégiant, au contraire, le plus large spectre de différences interindividuelles, communautaires et/ou organisationnelles.
- . Eviter l'empilement régulier de lois, procédures, normes et règlements en privilégiant, au contraire, une fluidité institutionnelle fondée sur l'utile, le meilleur et l'essentiel, via le toilettage et la déconstruction.
- . Eviter toute forme de restriction dans le champ du droit et des libertés en privilégiant, au contraire, l'expansion maîtrisée et discernée des potentiels naturels en les transformant en capacités efficaces et libertaires.

## **70. Un système reste injuste et doit être combattu de l'intérieur tant que... :**

- ... La religion, le fanatisme, la radicalité ou l'idéologie, s'impose contre ou avant l'esprit de démocratie.
- ... L'Etat est au centre de la Nation et reste intimement dépendant des rouages conservateurs du système en place.
- ... Le citoyen n'est pas placé en amont, au centre et/ou dans la finalité de la Nation.
- ... Les élus prétendent incarner la volonté du peuple dans des mandats imparfaits leur accordant plus de pouvoir qu'aux citoyens eux-mêmes.
- ... Certaines minorités influentes et agissantes imposent leurs vues à la majorité, et/ou aux autres minorités, par leur capacité de mobilisation et/ou de nuisance auprès des institutions, même s'il est légitime que chaque minorité puisse défendre ses droits.
- ... La relation Etat/Citoyen est à sens unique de manière descendante dans l'observation d'un rapport de force et de dominance évident.
- ... L'outrage à citoyen n'est pas inclus dans la constitution ou dans le droit pénal, afin de préserver le citoyen lambda des excès discrétionnaires des collaborateurs et servants du système.
- ... Le pays est contrôlé et gouverné par un seul parti dont le pourcentage de représentation est largement inférieur à celui de la majorité du peuple.
- ... Le triptyque Equité / Légitimité / Différenciation pour le citoyen n'est pas appliqué, voire inclus dans la constitution du pays.
- ... Le politique au pouvoir défend d'abord son camp ou son idéologie en refusant de prendre en considération l'avis contraire ou différent du sien.
- ... Les différents cercles d'élus, d'élite et d'influents, interagissent principalement entre eux en décidant et en agissant au nom de tous.
- ... La réforme politique s'impose à tous sans concertation préalable des individus et citoyens concernés.
- ... La loi imparfaite des hommes s'impose à la place de la légitimité naturelle ou simplement évidente.
- ... Le conservatisme étroit dicte ses usages, pratiques et règles, en bloquant ou retardant le processus évolutionnaire moteur du véritable changement.
- ... Les contre-pouvoirs ambitionnent de devenir eux-mêmes des pouvoirs aux privilèges identiques.
- ... Les moyens et ressources de la technologie priment sur le discernement humain et les ressources compétentielles.
- ... L'égalité dogmatique s'impose à tous sans équité ni différenciation des cas, des situations et/ou des individus.
- ... Le culte de la personnalité, et non de la modestie, s'impose et perdure chez le politique et dans la politique.
- ... La mentalité générale ne progresse pas du fait d'un ensemble de filtres, formatages et bridages placés un peu partout sous contrôle direct des institutions du système.
- ... Le format de la culture nationale, de l'éducation des masses et de l'information d'Etat enferme et conditionne, à son profit premier, les jeunes esprits.
- ... La prudence collective, le conservatisme, le conformisme et autres principes de précaution, l'emportent sur le discernement, l'initiative individuelle, la prise de risque maîtrisée, entretenant ainsi de multiples freins et murs à l'avancée individuelle et collective.